

L'UNION FAIT LA FORCE ?

UNE ANALYSE DES PERSPECTIVES POUR
LA GAUCHE FRANÇAISE ET LA NUPES AUX
ELECTIONS EUROPEENNES DE 2024

En France, la question de l'union de la gauche était au cœur des débats publics l'année précédant l'élection présidentielle d'avril 2022. Cette union avait été largement sollicitée par une vaste majorité d'électeurs de gauche, ce qui a même conduit, en janvier 2022, à l'organisation de la « Primaire populaire » par des militants « indépendants » afin d'élire un candidat commun pour l'ensemble de la gauche. En dépit de la volonté des électeurs de gauche et de cette initiative citoyenne, six partis de gauche (sur un total de douze candidats) se sont finalement présentés à l'élection présidentielle, parmi lesquels *Europe Écologie les Verts* (EÉLV), *La France insoumise* (LFI), le *Parti communiste français* (PCF), et le *Parti socialiste* (PS). Au premier tour, Jean-Luc Mélenchon (LFI) obtient 21,95 % des voix et arrive en troisième position derrière le centriste-libéral Emmanuel Macron et la droite radicale représentée par Marine Le Pen. La réélection d'Emmanuel Macron, l'effondrement et l'échec des autres formations de gauche ont suscité un éveil au sein de la gauche, dont les différentes forces ont commencé à considérer que *l'union pouvait faire la force*.

En l'espace de quelques semaines, ce qui était jusque-là qualifié d'impossible a été réalisé : la mise en place d'une alliance électorale, la *Nouvelle Union populaire écologique et sociale* (NUPES), pour les élections législatives françaises de 2022 sur la base d'un programme commun comprenant 650 propositions – largement construit sur le programme de LFI *L'Avenir en commun* et qui comprenait la mise en place d'une VI^e République, l'augmentation du SMIC à 1 500 euros net, la retraite à 60 ans, le gel des prix des produits de première nécessité, et la planification écologique. Pour les prochaines élections européennes de 2024, nous cherchons à comprendre quels sont pour EÉLV, LFI, le PCF et le PS les intérêts stratégiques à unir leurs forces ou à faire cavaliers seuls.

Nous montrons d'abord que la prise de conscience croissante du changement climatique, la pandémie de Covid-19 qui a débuté en mars 2020, et le début de la guerre en Ukraine en février 2022 semblent avoir ouvert une première brèche qui pourrait conduire à un nouveau cycle politique en Europe. Dans ce nouveau contexte, l'UE et ses États membres ont mis en place plusieurs mesures inédites pour répondre aux crises environnementale, sanitaire, économique, sociale et géopolitique que traverse l'Europe. Face à ces crises multiples, la mise en œuvre du Pacte vert européen, le rôle central des États européens dans l'endiguement de la pandémie, le plan de relance de l'UE, la suspension temporaire du Pacte de stabilité et de croissance, ainsi que l'intervention sur les prix de l'énergie, et les taxes sur certains superprofits suggèrent que des changements peuvent être apportés au niveau de l'UE. Tous ces plans européens reposent encore principalement sur des logiques de marché et sont beaucoup moins ambitieux que ce que les forces de gauche exigeaient. Cependant, la mise en œuvre de ces mesures inédites – malgré la domination du groupe du *Parti populaire européen* (droite) au Parlement européen – a affaibli le *sens commun* néolibéral qui a prévalu, par exemple, pendant la crise de la zone

euro et qui avait conduit à la mise en œuvre de politiques d'austérité sur le continent européen. Ce nouveau contexte peut être considéré par les acteurs de gauche comme un moment clé pour la réarticulation de l'hégémonie culturelle autour de nouveaux principes défendus par leur famille de partis, et comme une occasion d'imposer leur récit dans l'espace public. Bien que ces mesures n'impliquent ni la fin des politiques d'austérité ni la fin de la prédominance des logiques de marché, nous soutenons qu'une « fenêtre d'opportunité » s'est ouverte pour la gauche mais qu'elle reste étroite et qu'elle doit donc être saisie rapidement.

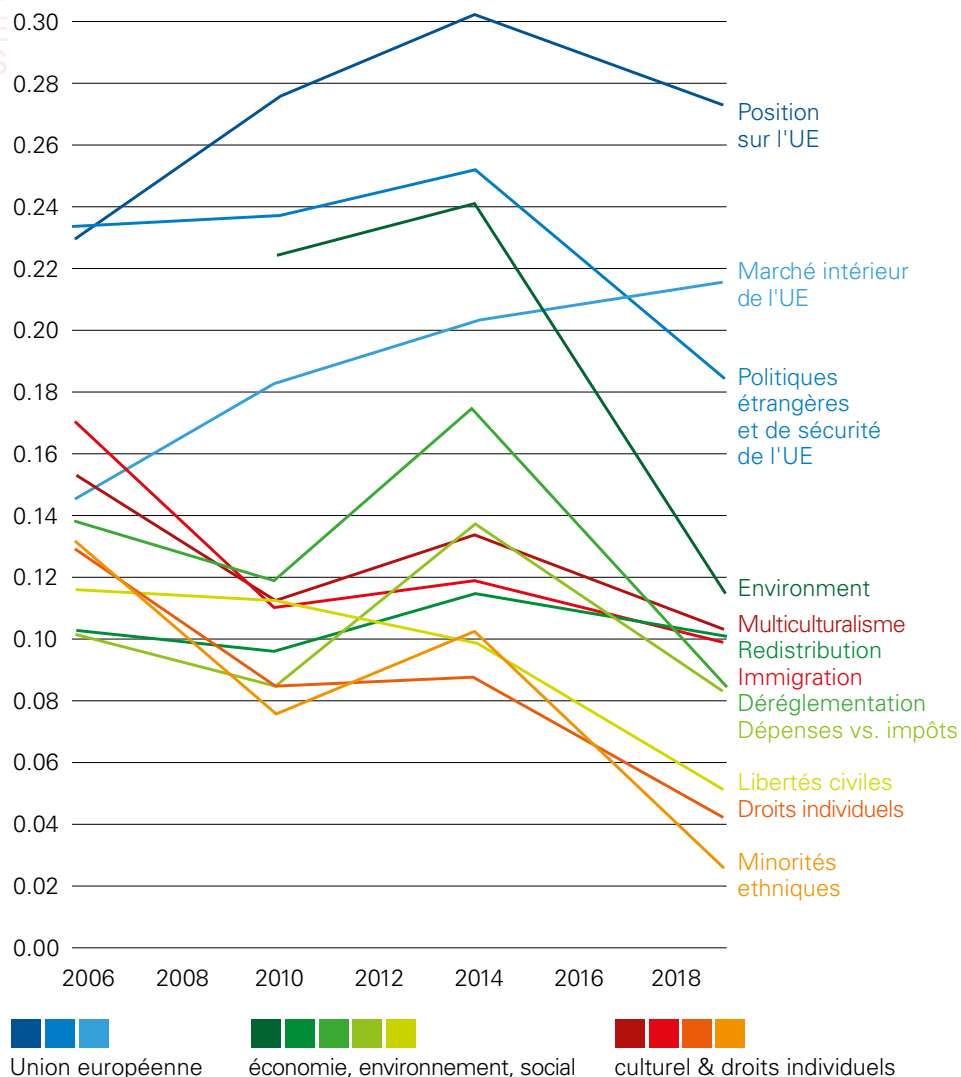
Ce nouveau cycle politique qui pourrait bénéficier à la gauche n'implique pas *mécaniquement* qu'une alliance programmatique entre les différentes forces de gauche soit possible. En février 2016, lors du quinquennat 2012-2017 du socialiste François Hollande (PS) – période durant laquelle le PS s'est « droitisé » en appliquant un programme néolibéral –, Manuel Valls, alors premier ministre, avançait l'idée de « positions irréconciliables » entre les partis de gauche. Il laissait ainsi entendre à l'époque qu'aucune convergence n'était possible entre la « gauche de la gauche » (représentée par Jean-Luc Mélenchon) et la gauche sociale-démocrate en termes de programmes et de valeurs. Dans cette étude, nous cherchons à comprendre si de véritables « positions inconciliables » entre EÉLV, LFI, le PCF et le PS rendent impossible une coalition à long terme.

Notre analyse montre qu'au fil du temps, des convergences de plus en plus importantes peuvent être notées dans les programmes d'EÉLV, de LFI, du PCF et du PS sur toutes les dimensions : internationale, européenne, économique, environnementale, sociale, culturelle (voir graphique 1). Nous avons identifié deux moments clés durant lesquels ces quatre partis se sont éloignés en termes de programme, avec une division entre, d'un côté, EÉLV et le PS et, de l'autre, LFI et le PCF: (1) le traité de 2005 établissant une Constitution pour l'Europe (TECE); (2) le quinquennat libéral 2012-2017 de François Hollande.

Nous montrons qu'un rapprochement s'est opéré entre les quatre partis entre 2006 et 2022, et que ce rapprochement s'est accéléré après le quinquennat de François Hollande. Ce rapprochement concernait les questions économiques, sociales, culturelle, démocratique, environnementale, internationales et européennes. Nous montrons également que les divergences entre les quatre partis, souvent mises en avant par les médias et la presse grand public – comme la position vis-à-vis de l'UE et de l'OTAN –, se reflètent peu dans les votes des différents eurodéputés EÉLV, LFI et PS au Parlement européen lors de la dernière législature.

Nous soutenons que la mise en place d'un programme de gouvernement NUPES pour les élections législatives de 2022 peut être considérée comme un moment clé qui referme la parenthèse de la division de la gauche sur les questions européennes ouverte en 2005 et du « tournant néolibéral » de la gauche social-démocrate sous François Hollande.

ÉCART-TYPE DE L'ÉVOLUTION DES POSITIONS
DES PARTIS DE 2006 À 2019 SUR 12 ITEMS



Graphique

Plus l'écart-type est proche de zéro (axe des y), plus la convergence dans le positionnement des partis est grande. Plus l'écart-type s'éloigne de zéro, plus la divergence entre les partis est forte.

Dans la perspective des élections européennes de 2024, un programme commun, liant enjeux nationaux et européens, semble envisageable et stratégiquement souhaitable pour la gauche. Comme cela a été le cas pour la répartition des circonscriptions lors des élections législatives de 2022 entre les différentes composantes de la NUPES, la liste pour les élections européennes pourrait être construite en tenant compte des résultats électoraux des élections de 2022 et des élections européennes de 2019. Une liste commune n'impliquerait pas nécessairement la formation d'un seul groupe au sein du PE. Comme c'est le cas au niveau national, chaque parti pourrait siéger dans son propre groupe tout en travaillant ensemble sur un agenda commun.

Cela serait d'autant plus réalisable au Parlement européen qui possède une culture parlementaire plus forte que l'Assemblée nationale en France et dans lequel aucun groupe ne dispose d'une majorité.

Le programme 2024 pour les élections européennes pourrait être fondé sur les votes au Parlement européen lors de la dernière législature et sur le chapitre « Union européenne et international » du programme de gouvernement partagé de la NUPES qui serait alors enrichi et développé. Suivant le modèle de la NUPES lors des élections législatives de 2022, un programme européen pourrait souligner la nécessité de désobéir aux règles européennes lorsqu'elles entrent en contradiction avec sa mise en œuvre. Le programme pourrait également proposer l'organisation d'une « Convention européenne pour la révision et la réécriture des traités européens » afin de rendre les règles de l'UE compatibles avec la mise en œuvre d'un programme de gauche aux niveaux européen et national.

Nous soutenons également que, compte tenu de la tripartition actuelle des systèmes de partis européens, une alliance électorale serait stratégiquement souhaitable au niveau micro (e.g. survie des partis) et au niveau macro (e.g. consolidation d'un bloc de gauche fort capable de « prendre d'assaut le ciel ») tant à court qu'à long terme. Le *sens commun* néolibéral qui domine aujourd'hui l'UE, la montée de l'extrême droite sur le continent européen, couplée à la porosité des frontières entre la droite et l'extrême droite au niveau du Parlement européen, renforce la nécessité d'un travail commun à la gauche de l'hémicycle. En outre, le renouvellement de la NUPES apporterait aux électeurs la clarté et la cohérence nécessaires pour envisager la mise en œuvre de politiques publiques plus démocratiques, sociales et durables sur le plan environnemental, tant au niveau national qu'au niveau européen.

